

L'Allemagne peine face au défi de la modernisation de la Bundeswehr

Le budget de la Défense ne permet pas au gouvernement de s'engager davantage sur le plan international.

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte
CORRESPONDANT À BERLIN

ARMÉES C'est ce qui s'appelle se tromper d'objectif. Tandis que la Bundeswehr se démène pour tenir son rang, Ursula von der Leyen a dû se faire une raison : ses projets pour rendre l'armée allemande compatible avec la vie de famille n'étaient peut-être pas la priorité. Mais après des semaines de polémique sur l'état des équipements de l'armée, c'est le ministère des Finances qui a poliment fait part de ces « *doutes* » à la ministre de la Défense. Les 23 mesures qu'elle comptait présenter pour « *rendre attractive* » la Bundeswehr devraient attendre, lui a-t-on fait savoir : « *Avec ce budget, il vaudrait mieux améliorer l'équipement des troupes.* » Et le mea culpa général du gouvernement est venu de la bouche du ministre des Finances lui-même : « *À moyen terme, il se pourrait qu'il faille augmenter le budget de la Défense, compte tenu des risques géopolitiques* », a expliqué dimanche Wolfgang Schäuble au quotidien Die Welt. L'Allemagne « *doit être un partenaire fiable* ». La ministre de la Défense, qui fait figure de candidate potentielle à la succession d'Angela Merkel, est sous pression.

L'armée allemande a-t-elle les moyens de ses ambitions ? « *Peut-on s'imaginer que l'Allemagne reste à l'écart d'Ebola, de la crise en Ukraine, du nord de*



La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, le 2 octobre, à Hammelburg, lors d'une visite au camp d'entraînement des unités d'infanterie de la Bundeswehr.

l'Irak », avait expliqué Ursula von der Leyen à la ZDF, il y a quelques jours, sans toutefois vraiment répondre à la question. À la fin du mois de septembre et l'audition spectaculaire de l'inspecteur général des armées par le Bundestag, l'Allemagne a découvert l'état de sa défense. La Bundeswehr est au maximum de ses capacités et « *ne serait pas en mesure de remplir ses engagements vis-à-vis de ses alliés en cas de situation sérieuse* », dit-on. Trop vieux, ses avions, ses hélicoptères ou ses chars sont pour beaucoup immobilisés pour réparation.

Et les matériels de remplacement tendent à être livrés. Dernière mauvaise surprise en date : les drones qui seraient censés surveiller la frontière russo-ukrainienne ne résisteraient pas aux températures hivernales de l'Ukraine ! La polémique a alourdi le climat au sein de la grande coalition.

Au début de l'année, Ursula von der Leyen plaïdait pour que l'Allemagne s'engage davantage sur le plan international : « *L'indifférence n'est pas une option* », avait-elle déclaré. Mais l'intendance ne suit pas. Ironie de l'histoire, la

polémique intervient alors que l'Allemagne venait d'opérer une petite révolution culturelle en décidant l'envoi d'armes contre Daech. Mais les munitions promises aux combattants kurdes sont arrivées en retard. « *C'est le devoir de la ministre de remettre la Bundeswehr en condition* », a tonné le patron du groupe SPD Thomas Oppermann. Elle devrait faire « *moins de séances photo, mais s'occuper un peu plus de son sujet* », a ironisé Thorsten Schäfer-Gümbel, l'un des vice-présidents du SPD. « *Les soldats pourraient vous raconter leurs problèmes de matériel* », soupire un militaire.

Une « défaillance générale »

Ursula von der Leyen ne découvre pas le problème. Peu de temps après son entrée en fonction en décembre 2013, elle a commandé un rapport d'expertise au cabinet KPMG. Le résultat, rendu public il y a quelques jours, est sans appel : pas moins de 140 « *problèmes ou risques* » ont été répertoriés dans les neuf principaux projets d'armement de l'armée. Il faudra au moins « *deux ans de travail* » pour résoudre les difficultés, conclut l'audit, en faisant 180 préconisations. La Bundeswehr semble globalement en panne. « *Ce rapport liste un ensemble d'erreurs. C'est comme pour un crash aérien* », explique Christian Tuschhoff, spécialiste de la Bundeswehr à la Freie Universität de Berlin. « *Il n'y a pas une seule cause, mais une succession de pro-*

blèmes pour expliquer la défaillance générale ». Pour l'universitaire, c'est surtout l'industrie militaire, incapable de livrer des matériels performants, qui serait à blâmer.

Pour l'Allemagne, c'est un argument pour pousser la constitution de champions européens capables de fournir de meilleurs matériels. « *Il faut une initiative politique pour influencer la politique de l'industrie d'armement* », demande-t-on au SPD. Mais l'organisation interne de la Bundeswehr, aveugle quand il s'agit d'évaluer l'état de ses forces, est aussi à blâmer. « *Il n'y a pas de moyens d'information pour que le ministère ait conscience à chaque moment de la capacité d'action de l'armée* », poursuit Tuschhoff. Trois ans après avoir annoncé la professionnalisation de son armée, la Bundeswehr n'a pas encore digéré sa réforme.

Pour sa défense, Ursula von der Leyen a implicitement mis en cause son prédécesseur de la CDU Thomas de Maizière. Les problèmes de la Bundeswehr ne datent pas de l'entrée en fonction de la ministre, a-t-elle suggéré. « *Cela ne se fait pas* », a sévèrement commenté le patron de la CSU Horst Seehofer pour venir au secours de Thomas de Maizière. Face au risque de crise politique au sein de la coalition, Angela Merkel a porté secours à sa ministre en lui apportant « *tout son soutien* ». L'avenir de la ministre de la Défense est encore pour quelque temps entre les mains de la chancelière. ■

Des capacités militaires entravées faute d'entretien

SUR LA BASE de Hammelburg, en Bavière, 32 combattants kurdes ont appris à manier le Milan, le système de missile antichar franco-allemand. Une arme de pointe d'une portée de deux kilomètres. Une arme qui fait défaut aux pechmergas dans leur lutte contre Daech, au Kurdistan. Les instructeurs allemands leur ont montré comment armer l'engin et l'utiliser de jour comme de nuit. « *Mes compliments, c'est impressionnant* », s'est réjoui la ministre fédérale

de la Défense, Ursula von der Leyen, lors de sa visite sur la base au début du mois. Mais les images n'ont pas fait oublier le ridicule de son dernier déplacement à Erbil. La ministre voulait accueillir la livraison des premiers matériels militaires dans le nord de l'Irak. Mais si son avion était arrivé à l'heure, l'autre, contenant les 27 tonnes d'armes et de munitions, 50 bazookas, 520 fusils d'assaut et 20 mitrailleuses, avait été, lui, bloqué plusieurs heures pour une révision technique.

La série noire ne s'est pas arrêtée là. Le même genre de panne a affecté un avion transportant du matériel médical en Afrique au début du mois, alors que la Bundeswehr avait, là aussi, promis un engagement plus important. Et pour couronner le tout, le secrétaire d'État Markus Gröbel a reconnu, la semaine dernière, que l'armée ne serait pas en mesure d'évacuer en urgence ses soldats envoyés dans les régions touchées s'ils étaient infectés. « *ils seraient mis en sécurité sur place* », a-t-il déclaré. La Bundeswehr dispose d'un Airbus certes médicalisé, mais qui n'est pas en mesure de faire face à un risque épidémique.

Depuis la fin du mois de septembre, les révélations s'enchaînent sur l'état de la Bundeswehr. « *Tous les problèmes ont été mis sur la table* », dit-on au sein du gou-

vernement, comme pour minimiser leur ampleur. Sur les 57 avions Transall qui assurent les transports de troupes, seuls 24 sont opérationnels ; sur les 180 blindés Boxer, 70 sont prêts au combat ; sur les 31 hélicoptères Tigre, seulement 10 peuvent décoller ; sur les 24 hélicoptères Seahawk, seuls 4 fonctionnent ; sur les 11 frégates, 7 sont prêtes au combat. Quant aux avions de combat Eurofighter, non seulement ils ne sont que 42 sur 109 à pouvoir voler, mais un

défaut sur le fuselage a aussi conduit le ministère de la Défense à limiter le temps de vol annuel des appareils de 3000 à 1500 heures. En réalité, c'est tout le processus d'équipement de l'armée qui est à revoir, comme en témoignent les retards enregistrés dans la livraison de matériel : les A400M qui doivent remplacer les vieux Transall, commandés en

2002 et dont les premiers devaient être livrés en 2009, ont déjà cinq années de retard. C'est moins que les neuf ans de retard des hélicoptères de transport NH90 !

« *Nous prenons ces chiffres très au sérieux* », explique-t-on au ministère de la Défense. Les problèmes « *ne seront pas résolus du jour au lendemain* », mais « *les interventions en cours ne sont pas en cause, pas plus que la capacité de réaction au sein de l'Otan* », ajoute-t-on immédiatement. L'armée allemande est engagée dans 17 opérations internationales. Pour certaines n'ont été envoyés que des conseillers militaires. Mais pour d'autres, l'envoi de troupes est conséquent, notamment en Afghanistan. « *La Bundeswehr peut moins, et moins rapidement, mais cela ne veut pas dire qu'elle ne peut rien* », nuance l'expert en questions militaires de l'institut SWP Christian Mölling.

« *Tous les pays européens sont en manque de capacité de transport. Souvent, on est obligé de louer de vieux Antonov, relative le député européen Arnaud Danjean (UMP), spécialiste de la défense. Toutes les armées européennes souffrent de budgets contraints.* » Avec un budget de 33 milliards d'euros, l'Allemagne dépense beaucoup pour sa défense, mais moins, en proportion, que la France (1,4% du PIB contre 1,9%). Mais c'est surtout d'un manque d'investissements que souffre la Bundeswehr, qui a laissé vieillir ses matériels. ■



Les avions de combat Eurofighter de l'armée de l'air allemande ne sont que 42 sur 109 à pouvoir voler. Un défaut sur leur fuselage a aussi conduit le ministère de la Défense à limiter le temps de vol annuel des appareils de 3000 à 1500 heures.

Bartels : « Nous avons besoin d'efficacité »

Il faut améliorer la structure européenne. L'Europe avait entrepris de la faire avec la politique de sécurité et de défense commune. Mais ensuite il n'y a eu que des petits pas

HANS-PETER BARTELS

HANS-PETER BARTELS est président SPD de la commission de la défense au Bundestag.

LE FIGARO. - L'armée allemande est-elle en mesure d'assumer cette « nouvelle responsabilité » dans le monde, dont a notamment parlé la ministre de la Défense Ursula von der Leyen ?

DR Hans-Peter BARTELS. - Dans tous les cas, l'armée allemande passe par des alliances dans toutes ses missions, en Afghanistan ou en Afrique. Mais il y a un déficit en termes de défense territoriale : il concerne la capacité d'intervention matérielle des forces armées. En parlant d'une « *nouvelle responsabilité* », la ministre de la Défense Ursula von der Leyen, comme d'autres, ont voulu expliquer que nous ne menions pas ces actions parce que l'Otan, l'ONU ou l'Union européenne le voulaient, mais parce que nous voulions prendre des responsabilités dans ces coalitions. Ne nous cachons pas derrière des alliances.

Le budget du ministère de la Défense doit-il augmenter pour faire face aux besoins, pour atteindre 2% du PIB

comme le préconise l'Otan ? L'objectif de passer de 33 milliards à 50 milliards d'euros est complètement illusoire en Allemagne. Par ailleurs, nous donnons assez d'argent en Europe pour la défense. Les 28 États membres dépendent ensemble 190 milliards d'euros. Ils ont ensemble 1,5 million de soldats. C'est absolument assez. Mais cela manque d'efficacité. Il faut améliorer la structure de la défense européenne. L'Europe avait entrepris de la faire avec la politique de sécurité et de défense commune. Mais ensuite il n'y a eu que des petits pas. Nous n'avons pas besoin d'argent, mais d'efficacité.

Existe-t-il un problème d'organisation au sein de la Bundeswehr ?

Tout d'abord, les projets internationaux sont toujours difficiles à mener. Deuxièmement, l'industrie de défense est trop morcelée en Allemagne et en Europe alors qu'il n'y

a pas assez de contrats pour toutes les entreprises. Troisièmement, les commandes d'armement en Allemagne ne se sont pas améliorées ces dernières années. C'est un problème de culture de direction au sein de l'administration. En ce qui concerne le cas de l'A400M, où nous accusons cinq années de retard dans la livraison et des coûts supplémentaires, parce que les vieux Transall doivent continuer à voler, le gouvernement allemand doit examiner son droit de recours.

Ursula von der Leyen joue-t-elle son avenir politique dans cette affaire ?

Etre ministre de la Défense est l'épreuve ultime pour les responsables politiques allemands. Elle a en ce moment la plus grande partie des problèmes sur la table. Elle doit les traiter en même temps. Mais elle est une responsable intelligente et expérimentée. Elle a le soutien de la grande coalition. Tout pousse à ce qu'elle réussisse sa mission. Tout le monde y a intérêt. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR N.B.

éric delvaux
catherine boullay

le 5/7

avec tous les mercredis la participation de Charles Jaigu du journal

LE FIGARO

france inter